

culture » ; ils méprisaient les hommes du P.O.U.M. comme un petit parti « sans avenir ». Les dirigeants de la U.G.T. craignaient la F.A.I. et la considéraient comme une organisation sans foi ni loi, dont on pouvait tout attendre, même le pire. Le P.S.U.C. cataloguait le P.O.U.M. dans les partis de « traîtres contre-révolutionnaires ». Mais, si ces préventions et ces appréhensions ne disparurent pas, du moins la nécessité de la lutte commune imposa l'union à toutes les organisations ouvrières. Deux remarques pouvaient dès le début, être faites : le Comité central des milices était le seul à détenir le pouvoir et il s'imposait un programme révolutionnaire. La Catalogne, réservoir d'hommes, chassait le fascisme sur le front d'Aragon et organisait un régime prolétarien à tendances socialistes à l'arrière. Il faut avouer que la recherche de l'équilibre entre toutes les organisations ouvrières était facilitée en Catalogne par rapport aux autres provinces de l'Espagne : la gauche républicaine (Esquerra) est une formation petite-bourgeoise encadrant même des secteurs ouvriers ; les organisations anarcho-syndicalistes sont très fortes ; le parti communiste stalinien ne contrôle qu'un secteur déterminé des masses ouvrières ; le P.O.U.M. n'est pas une simple opposition « antistalinienne », il est surtout le stade supérieur du développement du Parti que créa, il y a longtemps, le regretté Maurin.

Cette physionomie des partis et des organisations en Catalogne a maintenu, pendant un temps, le pouvoir prolétarien dans les lois d'un équilibre momentané. Nul ne pouvait prétendre à l'hégémonie de la direction révolutionnaire. Mais le rapport des forces qui existait avant le soulèvement fasciste se modifia, bien entendu, dans le tourbillon révolutionnaire. Il se modifia aussi, naturellement, au profit des partis les plus révolutionnaires. Il est impossible d'en indiquer la valeur quantitative ; l'action dans la rue, l'activité formelle des organisations cachent les vrais rapports. Cependant des partis comme le P.O.U.M. firent en deux mois des bonds formidables dans le domaine de l'accroissement de leurs forces. L'Esquerra, par ailleurs, mit peu de résistance à suivre la marche ascendante de la révolution. Et celles des organisations ouvrières qui voulaient freiner la révolution, au nom d'une accélération nécessairement égale de la marche de la révolution dans les différentes régions de l'Espagne, durent bientôt se mettre au pas craignant de perdre leur influence. Les programmes qui furent adoptés par le Comité central des milices sont ceux que proposèrent les fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le P.O.U.M. joua dans cette élaboration un très grand rôle. Les initiatives que la classe ouvrière prit sur le terrain économique et politique reçurent une consécration légale. De nouvelles directives furent données pour orienter et coordonner les collectivisations, réparant en même temps certaines décisions de la

« base » qui étaient préjudiciables aux buts que l'on recherchait.

Pendant tout ce temps où le Comité central des milices exerçait le pouvoir, le rôle du gouvernement petit-bourgeois se faisait de jour en jour plus réduit. La dualité de pouvoir se résolvait en définitive au profit du second pouvoir. Soumise aux délibérations du Comité cette situation fut réglée par l'élimination du gouvernement Casanova et par la constitution d'un Conseil de la Généralité. Les événements de la guerre et la participation enfin acceptée par les anarcho-syndicalistes accélèrent cette formation. Aujourd'hui la Catalogne possède un pouvoir de composition nettement prolétarienne, malgré la présence de la gauche républicaine et de l'action catalane. L'opinion du P.O.U.M. sur ce Conseil est reproduite dans ce numéro de *La Révolution espagnole*. La répartition des sièges dans ce Conseil (terme exigé par les anarchistes) ne donne pas encore une place suffisante au P.O.U.M. et en donne trop à des formations aujourd'hui désuètes. Le programme, par ailleurs, sera déterminé par la pression des éléments les plus avancés. Les anarchistes, retenus par deux craintes : la protestation possible de leurs éléments antiparlementaires et les difficultés que peut connaître un tel Conseil, n'y ont délégué qu'un de leurs hommes de tête. Il est à prévoir que, sous la pression des événements, le Conseil de la Généralité sera l'objet de modifications ultérieures.

En tout cas, dès la constitution de ce nouveau gouvernement le Comité central des milices avait vécu. Auprès de chacun des « commissariats » agiront d'ailleurs des comités formés de la même manière que le défunt Comité des milices. Dans sa dernière réunion, le premier octobre, le Comité a décidé sa dissolution, y joignant la déclaration de son appui au Conseil de la Généralité.

Il ne reste plus qu'à attendre les actes de ce pouvoir nouveau. Les révolutionnaires ont maintenant pour tâche de conduire les pas de ce Conseil dans la voie de la révolution prolétarienne. C'est là que le rôle dirigeant du Parti révolutionnaire doit se montrer pour assurer à la classe ouvrière la totalité du pouvoir.

*Le texte qui suit synthétise parfaitement les différents aspects du centrisme de gauche de l'immédiat avant-guerre : refus de poser le problème de la construction du parti révolutionnaire (aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale), idéalisation du Parti socialiste (dans une lettre ouverte à Trotsky, Marceau Pivert, principal dirigeant de la « Gauche révolutionnaire », affirmait, à la même époque, que « rien ne prouve qu'il (le Parti socialiste) soit incapable de s'adapter à un niveau supérieur de la lutte des classes »), absence*